

DEFOULEMENT

Les homos argentins commencent à voir la vie en rose

Née avec la démocratie, la « Communauté homosexuelle argentine » compte déjà 800 adhérents. Objectif: faire abolir l'impressionnant arsenal répressif hérité du péronisme et de la dictature, toujours en vigueur.

Buenos Aires (envoyée spéciale)

À la vue des visiteurs entassés dans le minuscule local, Francisco a un sursaut d'impatience: « Si c'est pour le SIDA, inutile d'insister... » Devant les dénégations, le militant de la Communauté homosexuelle argentine (CHA) s'excuse: « On en a marre de la curiosité malsaine de la presse. » En fait, les nouveaux venus, un groupe d'étudiants en psychologie sociale, s'intéressent à « la réalité homosexuelle ». Ravi, Francisco leur tend une pile de documents – le bulletin bimensuel de la CHA, des tracts et des communiqués – et commence l'historique.

Créée en avril 1984, quatre mois après la prise de fonctions du président Alfonsín, la Communauté homosexuelle argentine compte aujourd'hui 800 adhérents. Sa fondation, une première après sept ans de dictature féroce, est passée presque inaperçue, perdue au milieu des premières mesures spectaculaires du nouveau régime. Installée à deux pas de la Casa Rosada, derrière une porte anonyme indiquant seulement les heures de permanence, la Communauté a d'ailleurs opté pour un style discret. Nul exhibitionnisme qui pourrait choquer les esprits, mais un ton sérieux, pondéré et une campagne aux grands thèmes simples: « Pas de véritable démocratie avec la discrimination », « Le libre exercice de la sexualité est un droit de l'homme comme les autres ».

Lorsque après les tortures de la guerre sale révélées lors du procès des juntas et les catastrophes aériennes de l'été, la « presse jaune » (sensationaliste) s'empare de la peste rose (le SIDA), la Communauté est brusquement assaillie de questions, souvent exaspérantes. « Est-ce que vous ne vous sentez pas coupables?... » les militants y trouvent pourtant leur compte. Pestiférés hier, les « maricones » (pédés) occupent les médias. Sans précédent dans l'histoire, Zelmara Acevedo, membre de la CHA, tient la vedette pendant plus d'une heure lors d'une des émissions télévisées les plus en vue, *A solas* (tête à tête), interview introspective entrecoupée de longs silences.

FINI LA HANTISE DES RAFLES

Carlos Jauregui, le président de la CHA, un prof d'histoire qui vécut en exil en France de 1978 à 1982, assure,

avoir été heureusement surpris par l'accueil réservé au mouvement. Guère plus de 25 sous une banderole lors de l'intronisation d'Alfonsín, le 10 décembre 1983, les homosexuels qui ont participé depuis à toutes les grandes manifestations en faveur des Droits de l'Homme, ont été applaudis en arrivant sur la place de Mai. « Il y a dix ans, sous le gouvernement péroniste, pourtant un régime constitutionnel, il aurait été impossible de légaliser une telle association. » Jauregui avance deux raisons à cette « ouverture »: « Au début de la dictature, au temps de la placu dulce (l'enrichissement fabuleux grâce à un dollar artificiellement bas), les Argentins ont beaucoup voyagé et découvert d'autres réalités. Et puis peut-être en ont-ils assez qu'on leur dicte ce qu'il faut faire et penser. »

Le tableau est cependant loin d'être idyllique. Particulièrement persécutés par le régime militaire, victimes à la fin de la dictature d'une vague de meurtres – 18 au total – attribués à des groupes paramilitaires, les homosexuels vivent toujours dans la hantise des rafles et des arrestations. Car l'arsenal répressif, perfectionné au fil des dictatures et autres régimes autoritaires qui se sont succédés depuis 50 ans, reste en vigueur.

Deux bêtes noires: « La Moralité » (en fait la brigade de moralité de la police fédérale) et le « Second H » (l'« édit » policier numéro 2 alinéa H, punissant toute personne qui publiquement « incite ou s'offre à l'acte charnel »). Ces « édits », qui permettent au chef de la Police fédérale d'emprisonner sans jugement, visent également ceux ou celles qui « s'exhibent avec des vêtements du sexe opposé ». Utilisée à discrétion durant la dictature à l'encontre des homosexuels et des jeunes en général, la « Loi de vérification des antécédents » autorise la police à garder quiconque 24 heures pour simple vérification d'identité. Sans parler des procédures spéciales qui mentionnent noir sur blanc l'« immoralité » des homosexuels.

Dotés de tels pouvoirs, les policiers fédéraux, qui prirent une part active à la répression sous la direction du général Camps, aujourd'hui au banc des accusés, n'ont pas perdu les bonnes habitudes: descentes et interpellations dans les boîtes homos, planques à la sortie et vérifications d'identités au poste. Mais la réplique commence à s'organiser. La CHA, qui distribue à ses adhérents un manuel « Que faire en cas d'arrestation », propose un service juridique gratuit. Et à chaque « affaire », son président contre-attaque dans les médias. Le 13 juillet dernier, lors d'une rafle dans une boîte, il se proposa d'accompagner les 31 interpellés. Relâché 16 heures plus tard, il déposa un recours d'*habeas corpus*, porta l'affaire de vant le sous-secrétariat aux Droits de l'Homme et alerta toute la presse...

UNE LEGISLATION REPRESSIVE MAINTENUE

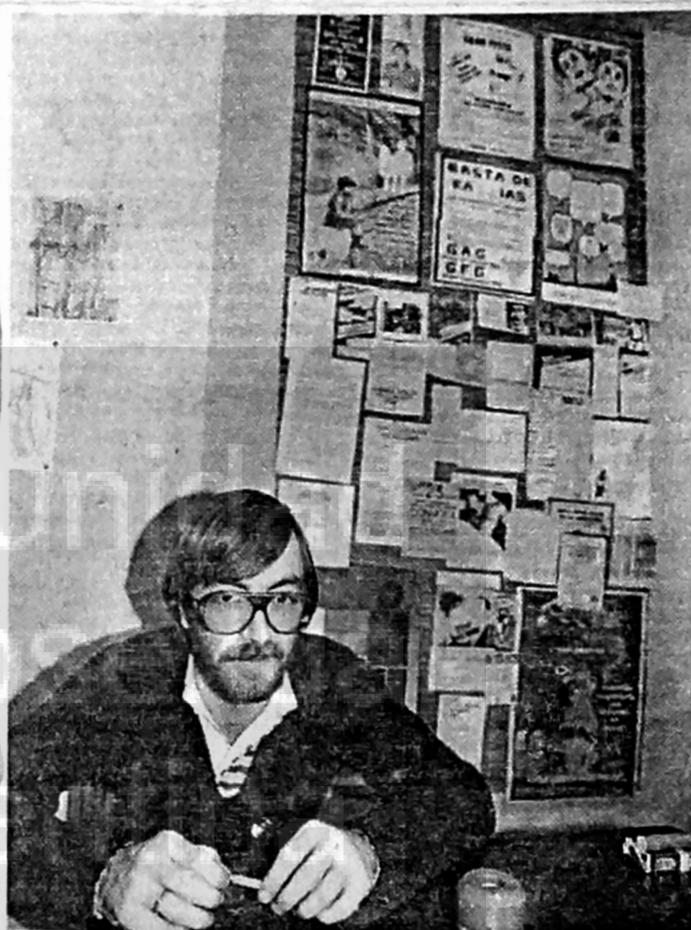
Le « bilan de la démocratie est, sur ce plan, contradictoire, reconnaît Jauregui. D'un côté, on autorise l'ouverture de lieux de réunion. De l'autre, on ne

touche pas aux décrets. » Occupé sur tous les fronts – social, économique, droits de l'homme, etc – soucieux de rassurer et de « réconcilier » le gouvernement Alfonsín n'entend pas révolutionner les mœurs. Au même titre que le divorce, dont la légalisation est toujours repoussée, l'homosexualité figure donc parmi les sujets « délicats ».

Reçus par les autorités – ministère de l'Intérieur, sous-secrétariat d'Etat aux Droits de l'homme –, les représentants de la CHA ont surtout entendu de bonnes paroles. Mais au Congrès, ils ont essayé leur premier échec. Pourtant bien accueillie par la commission des lois, leur intervention en faveur de l'inclusion au projet de loi sur la Discrimination d'une note sur « l'identité sexuelle » a finalement été vaine. Le texte fut adopté au printemps dernier sans aucune retouche.

Reconnue par l'opinion, acceptée par les organisations des Droits de l'homme, la Communauté homosexuelle ne se fait pourtant guère d'illusions. Marquée par ces sept années de dictature, influencée par l'une des Eglises les plus réactionnaires du continent, la société argentine, pétrie de machisme, ne s'est pas convertie en un jour à la tolérance. Les militants homosexuels continuent de recevoir des menaces. « L'habituel », concède Jauregui, qui, outre de réguliers appels téléphoniques, fut pris à partie en mars dernier par deux hommes armés qui l'attendaient dans une Ford Falcon...

Affolés par le timide « destape » (le défolement, terme employé pour la première fois en Espagne au lendemain de la mort de Franco), les nostalgiques de l'ordre ancien – groupuscules aux noms évocateurs, Travail, Famille, Propriété, Union des Familles, des Femmes au foyer, ou la toute nouvelle association Anti-divorce – sont déjà mobilisés contre la



Carlos Jauregui, président de la « Communauté homosexuelle argentine ».

« porno démocratie ». La CHA fut entre autres accusée de vouloir « homosexualiser » la société argentine... « Leur problème à tous ici, c'est la sexualité, et le degré de frustration

général ». Jauregui balaie d'un geste les injures et laisse tomber: dans le code civil, il a lui-même compté, le mot « sexualité » est utilisé deux fois...
Véronique SOULÉ

Liberation

Paris

1985